

Insurrection et production

Nous avons déjà écrit quelques textes sur la «stratégie révolutionnaire», en nous concentrant sur les relations entre la vie des travailleurs dans le processus social de production, les expériences quotidiennes de luttes et la possibilité d'un mouvement plus large de la classe ouvrière – que d'autres appellent «grève sociale»¹.

Nous continuons à penser qu'il faut partir d'une analyse des luttes quotidiennes concrètes de notre classe pour faire des propositions d'organisation fécondes. Mais nous pensons aussi qu'il peut être utile se demander à quoi une situation révolutionnaire pourrait ressembler au XXI^e siècle. Penser à demain clarifiera peut-être notre vision d'aujourd'hui.

Nous ne sommes pas seuls dans cette entreprise. Depuis les soulèvements des années 2010-2011 («Printemps arabes», etc.) et la montée globale des vagues de mouvements sociaux et de grèves générales ces dix dernières années, la gauche (plus ou moins) radicale a beaucoup discuté de *transition*, *post-capitalisme*, *grèves sociales* ou de *l'ère des émeutes* et des *insurrections qui viennent*.

Dans ce texte, nous discutons certaines des idées qui ont été mises en avant dans les analyses récentes d'une transformation sociale en profondeur. Nous souhaitons ainsi mettre en évidence certaines limites de ces théories et dégager leurs conséquences politiques. Nous considérons en particulier deux types d'analyse actuellement en vogue dans le milieu radical. D'une part, ceux qui privilégient une approche *insurrectionnaliste* de l'action politique (émeutes dans les rues, action prolétarienne spontanée, ou activités de la «population en surplus» marginalisée). D'autre part, ceux qui se concentrent sur le pouvoir collectif des travailleurs *dans les lieux de production* – mais qui ne relie pas nécessairement leur analyse à une vision plus large de l'appauvrissement global du prolétariat et ne prennent pas en compte les autres domaines de la vie et de la lutte.

Nous proposons une perspective qui essaie de dépasser les approches traditionnelles – insurrectionnelle ou syndicaliste – pour réfléchir de manière moins abstraite à ce qu'impliquerait réellement une révolution communiste. Dans ce but, la partie principale du texte est une étude empirique de ce que nous appelons «les industries de base» au Royaume Uni, qui concernent environ 13 millions de travailleurs. Nous pensons que dans la période de transition révolutionnaire elles représenteront la colonne vertébrale de notre capacité à nous reproduire nous-mêmes alors que les forces contre-révolutionnaires essaieront de nous écraser. Même si cela peut sembler une sorte de fuite en avant dans un futur imaginaire et inconnu, un réexamen des relations entre la violence prolétarienne, l'insurrection et la production dans le cadre de la composition de classe du XXI^e siècle nous aidera à ancrer dans la pratique notre orientation politique actuelle – en un temps de désorientation politique générale (dont la Corbyn-mania nous semble un signe évident !) à la suite des défaites et de la répression des soulèvements dont nous avons été témoins ces dernières années dans le monde entier. En bref, dans le texte qui suit nous voudrions replacer certaines présuppositions élémentaires d'une révolution communiste dans un cadre plus concret.

1. La réalité de la lutte

Retour rapide sur les soulèvements de 2010-2011 dans une perspective révolutionnaire

Les luttes des années 2010-2011, sans lesquelles les présentes considérations seraient encore plus abstraites qu'elles ne le sont, ont remis à l'ordre du jour la question du rapport entre *soulèvements* et *grèves* dans une situation révolutionnaire. Les thèses politiques sur la révolution que nous avons mentionnées plus haut, ainsi que les recherches empiriques sur les structures industrielles et la composition de classe, doivent être discutées dans le cadre des luttes actuelles et de leurs limites. Nous

1

AngryWorkers:

<https://angryworkersworld.wordpress.com/2015/05/26/contribution-to-debate-on-social-strikes-and-directional-demands/>
<https://angryworkersworld.wordpress.com/2015/09/11/on-the-social-strike-contribution-for-the-plan-c-fast-forward-festival-september-2015/>
<https://angryworkersworld.wordpress.com/2014/07/30/general-thoughts-on-relation-between-capitalist-development-class-struggle-and-communist-organisation/>

faisons ici référence aux occupations de places, aux batailles de rue et aux grèves, qui ont pris leur forme la plus avancée en Egypte mais se sont aussi produites en Grèce, en Espagne et en Turquie.

Dans une perspective révolutionnaire – en termes de menaces vis-à-vis du pouvoir de l'Etat et d'appropriation des moyens de production – ces soulèvements ont rencontré essentiellement deux limites, qui réagissent l'une sur l'autre :

1. **D'un point de vue «politique», ces mouvements sont restés focalisés sur la structure gouvernementale** : les gens se sont rassemblés dans la sphère publique, ont fait l'expérience de la participation de masse et ont affronté les forces de répression de l'Etat. A un certain moment, la violence répressive et les problèmes de reproduction matérielle ont rendu difficile la poursuite du mouvement.

2. **Les grèves sont restées en grande partie confinées à la sphère «économique» des luttes salariales** et ne sont devenues «politiques» que dans la mesure où l'encadrement industriel était lié aux structures gouvernementales. Ces grèves ont exercé une pression économique décisive (par exemple les grèves de cheminots ou de dockers à Suez en Egypte) mais elles n'ont pas débouché sur une véritable solution alternative d'appropriation sociale et de réorganisation de la production – laissant ainsi les mouvements de rue dans une sorte de vide politique.

Les mêmes limites se sont manifestées lors du soulèvement de 2001 en Argentine. Les *piqueteros* et les manifestations ont réussi à renverser un gouvernement après l'autre – mais l'attention des manifestants restait fixée sur le siège du gouvernement comme symbole du pouvoir. Des entreprises ont été partiellement reprises en main par les travailleurs – mais leur choix s'est fait en fonction des difficultés économiques (faillites) et non de l'importance sociale des industries concernées. Les rapports marchands ont été maintenus : l'industrie de la viande a continué à fonctionner et à exporter tandis que la malnutrition et une mortalité infantile due à la faim ont refait leur apparition dans le pays le plus développé d'Amérique du Sud.

Les soulèvements de 2010-2011 ont échoué, mais ils ont poussé la gauche – et pas seulement la gauche – à s'intéresser de nouveau à la «transformation sociale». Certains ont expliqué les limites du mouvement par le point de vue limité de ses participants (par exemple, le «fétichisme de la démocratie» chez les occupants des places ou la «conscience syndicaliste» des grévistes), ce qui nous semble un peu superficiel.

D'autres ont appliqué une perspective plus déterministe, insistant sur le fait que les soulèvements ne sont pas nés d'une crise du capitalisme en tant que tel mais plutôt d'un déclin du néolibéralisme qui aurait mis en évidence la corruption de l'élite politique. Dans cette perspective les soulèvements devaient nécessairement se limiter à une critique d'une forme particulière de gouvernance et de distribution de la richesse. Certes, cette crise des «régimes néolibéraux» peut expliquer en partie la convergence régionale et géographique et les limites de ces soulèvements, mais il n'y aura jamais de crise du capitalisme sous une «forme pure» qui imposerait mécaniquement au mouvement l'objectif du «communisme». Les luttes elles-mêmes, dans les conditions globales de la pauvreté industrielle, devront mettre cet objectif à l'ordre du jour.

Ces interprétations un peu frustes – idéaliste et déterministe – mises à part, d'autres positions s'efforcent de relier la nature des soulèvements aux transformations matérielles réelles :

- le rôle de la jeunesse urbaine diplômée précaire et /ou de la «classe créative» (Paul Mason, etc.) ;
- la population pauvre en surplus (théorie de la communisation, insurrectionnalisme) ;
- les travailleurs intégrés dans un processus de production plus large ou dans une vague de migration (Beverly Silver, Immanuel Ness, etc.)².

En ce qui concerne le rôle de la «jeunesse diplômée précaire» nous insistons ici sur Paul Mason parce que son essai sur les soulèvements de 2010-2011³ a eu une certaine influence sur la gauche radicale au Royaume Uni. Son essai insistait sur le rôle de la «classe créative» et des «diplômés précaires» dans les soulèvements en Egypte et ailleurs. Cela s'accordait bien avec les idées d'une partie de la gauche radicale qui a fait ses adieux à la «classe ouvrière traditionnelle».

On peut déceler une certaine cohérence logique entre l'insistance de Mason sur la jeunesse précaire diplômée, sa croyance en leur «potentiel créateur et démocratique» et sa position selon laquelle au bout

² <https://libcom.org/library/forces-labor-beverly-j-silver>

³ http://www.bbc.co.uk/blogs/newsnight/paulmason/2011/02/twenty_reasons_why_its_kicking.html

du compte la domination du «capitalisme monopoliste» et de la «finance» ne pourra être dépassée que par une alliance entre ce segment des classes moyennes et l'Etat «social-démocrate/technocratique».

Les positions nationalistes pro-Brexit que défend Paul Mason semblent aujourd'hui à des milliers de kilomètres de son essai de 2011, mais son hypothèse fondamentalement élitiste perdure : la classe ouvrière n'étant pas à la hauteur, la classe créative a besoin d'alliés puissants et l'Etat reste donc l'objectif. Mais l'Etat est une institution nationale, et les tentatives des étatistes pour contrôler le capital finissent inévitablement par une défense du protectionnisme nationaliste :

«Si vous souhaitez créer des emplois très qualifiés et bien payés pour les décorateurs de l'East End, il vous faut un autre type de secteur privé. Si vous ne voulez pas tomber sur des foules d'hommes mendiant du travail au noir quand vous quittez la branche locale de B&Q⁴, vous devez limiter l'offre de travail transfrontalier peu qualifié. Il vous faut développer l'offre de logement bon marché pour que les jeunes n'aient pas à dépenser plus de la moitié de leur salaire en loyer⁵.»

«S'il était possible de passer un accord avec la zone économique européenne, je serais en faveur de cette solution. Mais il faudrait imposer une nouvelle politique migratoire destinée à limiter la libre circulation des personnes. Cette politique devrait être humaine, généreuse et orientée par les besoins des employeurs, des communautés locales et des universités – et les membres de l'Union européenne devraient être privilégiés. Mais la libre circulation a fait son temps – et nous, les travaillistes, nous devons changer notre état d'esprit sur cette question. Ce principe fondamental de l'Union européenne, nous ne l'acceptons plus, et, pour retrouver le contact avec notre base électorale – je ne parle pas des racistes mais des milliers d'électeurs travaillistes ordinaires, y compris les Noirs et les Asiatiques – nous devons concevoir une politique migratoire qui marche pour eux, et non pour les patrons de la construction arnaqueurs ou les fermiers négriers de l'East Anglia⁶.»

Comme on l'a vu récemment en Espagne et en Grèce, la promotion d'une avant-garde «révolutionnaire» issue de la classe moyenne s'est traduite par l'obtention de places au gouvernement pour les classes moyennes précaires qui se sont ensuite retournées contre leurs alliés pauvres. Et ce, alors même qu'elles avaient combattu plusieurs fois ces dernières années au coude à coude avec des fractions moins favorisées de la classe ouvrière, ce qui n'a pas été le cas en Grande Bretagne. Comme Paul Mason, les nouveaux «gouvernements de gauche», avant tout en Grèce, se sont rapidement rendu compte que le pouvoir d'Etat ne peut être manipulé librement tant il est limité par son caractère national – et ils se sont inclinés devant lui...

2. L'essence révolutionnaire du capitalisme

Brèves remarques sur le débat «population en surplus» (émeutes)/«classe ouvrière globale» (production globale) pour attaquer la question des contradictions révolutionnaires fondamentales du capitalisme

Quant aux tentatives plus sérieuses pour comprendre la subjectivité révolutionnaire et les limites internes des soulèvements récents, elles nous laissent devant une division stérile entre deux types d'analyses.

Certains insistent sur le nombre croissant de prolétaires expulsés du processus de production immédiat (population en surplus, chômeurs), tandis que d'autres mettent l'accent sur le pouvoir productif collectif des travailleurs dans les chaînes mondiales d'approvisionnement qui sont en train d'émerger (débat sur la classe ouvrière globale).

Les premiers ont découvert une «ère des émeutes»⁷ tandis que les autres annoncent une «vague mondiale de grèves»⁸. On peut trouver des arguments sociologiques pour soutenir l'une ou l'autre position – le nombre d'habitants des bidonvilles ou l'intégration mondiale de la production.

Nous pouvons nous demander ce qui a provoqué cette séparation dans les perspectives politiques. Même si cette division peut être mise en relation avec la position sociale, la localisation géographique et

⁴ [compagnie multinationale](#) de [commerce britannique](#) spécialisée dans la vente d'articles liés au [jardinage](#), [bricolage](#), à la [décoration](#)

⁵ <http://www.theguardian.com/commentisfree/2014/jul/20/young-skint-self-employed-new-labour-market>

⁶ <https://www.theguardian.com/commentisfree/2016/jun/25/britain-rainy-fascist-island-progrexit-brexit>

⁷ <https://libcom.org/library/era-riots-update>

⁸ <https://libcom.org/library/worldwide-strike-wave-austerity-political-crisis-global-governance-steven-colatrella>

les préférences politiques de ceux qui se livrent à ces analyses, elle traduit surtout une séparation *réelle* au sein de l'existence de la classe ouvrière. En effet, la façon dont les travailleurs font l'expérience de leur appauvrissement ou de leur pouvoir productif collectif est structurée et diversifiée géographiquement, sectoriellement, en termes de genre, etc. Parce qu'elles ne s'intéressent qu'à un seul aspect de la réalité, beaucoup d'analyses théoriques ne font que *reproduire* cette réalité sans l'*interroger*.

Avant de nous engager dans une analyse plus empirique, nous voulons poser une question théorique fondamentale qui est escamotée par le choix de l'une des branches de l'alternative «population en surplus»/«classe ouvrière globale»: quelles sont les tendances révolutionnaires à l'intérieur du capitalisme? Les sociétés de classes ont toujours été fragiles et la lutte contre l'exploitation et l'oppression est leur principale contradiction, mais en quoi le capitalisme est-il spécifique? Nous pensons que deux dynamiques internes au capitalisme sont potentiellement révolutionnaires :

1. L'accroissement de la productivité augmente les inégalités et engendre un appauvrissement relatif des masses travailleuses.

Dans un système capitaliste, la pauvreté ne résulte pas du manque de ressources ou du fait que les exploiters s'emparent d'un plus gros morceau de la richesse produite. Le capitalisme dépend de l'extension de la production, bien qu'un accroissement de la productivité sociale se traduise par un accroissement de la pauvreté relative pour la grande masse des prolétaires. L'application de nouvelles technologies ou de nouvelles connaissances se traduit souvent par des suppressions d'emplois et une hausse du chômage, et par la prolétarianisation des artisans, des travailleurs indépendants et des paysans, tandis que, dans l'industrie, les travailleurs sont surexploités ou sous-employés. Cette contradiction se manifeste principalement comme un résultat objectif du processus de production : surproduction et surdimensionnement (fermeture d'usines, etc.) d'un côté, développement d'une «population en surplus» ou des «travailleurs pauvres» de l'autre. L'augmentation de la pauvreté oblige à utiliser une fraction plus importante du surproduit pour financer l'appareil répressif. Par ailleurs, cette contradiction montre que le potentiel pour un avenir meilleur est objectivement donné.

2. L'accroissement de la productivité intensifie la coopération entre les travailleurs et mine le pouvoir du capital.

Alors que le premier niveau de la contradiction se présente plutôt comme un résultat objectivé du processus de production, le second a un impact sur la forme d'organisation matérielle de la production. Le capital doit aussi accroître la productivité pour calmer les travailleurs en leur donnant quelques miettes supplémentaires d'un gâteau de plus en plus gros. La concentration du travail et des machines dans la grande industrie fondée sur une étroite coopération des travailleurs représente le principal moyen d'accroître la productivité. Historiquement, cela conduit à l'action collective et à l'agitation de la classe ouvrière, non seulement autour des miettes disponibles, mais aussi autour du *contrôle* du processus de production en tant que tel. Plus les travailleurs coopèrent étroitement, moins le capital (et ses représentants sous la forme de l'encadrement) apparaît comme une précondition nécessaire de la production sociale. Or ce rôle apparent d'organisateur nécessaire de la production fonde la légitimité sociale et du pouvoir du capital – bien plus que ses forces armées, sa capacité de manipulation des médias ou ses prisons. Le capital est donc forcé de diviser le processus de production pour des raisons «politiques» (en sous-traitant ou en délocalisant les entreprises, en séparant le travail intellectuel du processus de production, en reproduisant la division entre la production et la sphère domestique, etc.), ce qui diminue la productivité sociale. Du point de vue des travailleurs, cette segmentation apparaît d'abord comme un acte illogique de «mauvaise pratique de gestion» ou de bureaucratie – «ils veulent qu'on coopère, mais ils ne nous laissent pas le faire» – ou comme une opération marchande neutre («les petites unités économiques sont plus efficaces», etc.). Cette contradiction est au cœur de la réalité du capital, qui n'est que l'inversion de notre coopération sociale, dont le produit semble avoir un pouvoir indépendant de nous. Pour le dire de manière positive : la capacité qu'ont les travailleurs de découvrir leur coopération globale et de l'utiliser pour se battre et créer un monde meilleur.

La contradiction fondamentale du capital se présente donc à la fois comme un élément interne de la production (coopération séparée) et comme son résultat (appauvrissement relatif). Les partisans de la «population en surplus» ou du «pouvoir productif des travailleurs» séparent ces deux dynamiques au lieu d'analyser comment, dans la réalité, les expériences de l'«appauvrissement» et de la «productivité

collective» coïncident, ou sont séparées, au sein de la classe ouvrière mondiale. Cette séparation conduit aussi à une compréhension différente de la révolution et par conséquent du rôle des révolutionnaires.

Si l'on considère seulement le premier aspect de la contradiction – la création d'une population en surplus appauvrie – on percevra avant tout le processus de changement social comme une sorte de tendance automatique : le capital s'accumule et éjecte un nombre croissant de chômeurs mécontents. Cela conduit à une vision plutôt déterministe des développements sociaux – que l'on peut seulement observer et qui ont peu à voir avec l'activité des exploités – et à une vision assez superficielle et mécanique de la révolution comme insurrection et rupture : à un moment donné, les pauvres deviennent simplement trop nombreux pour être contrôlés.

Nous devrions plutôt analyser comment l'expérience de la coopération et de la productivité collective et les luttes des travailleurs sont liées à l'expérience de l'appauvrissement. Mais malheureusement, jusqu'à maintenant, les tentatives pour dépasser cette séparation dans l'analyse (travailleurs salariés de l'industrie/autres formes d'existence prolétarienne) se révèlent «pluralistes» dans le mauvais sens du terme – avec par exemple la discussion sur l'«histoire mondiale du travail» qui évite de parler des tendances révolutionnaires pour coudre ensemble un patchwork de travail industriel salarié et de production à petite échelle et de travail non salarié⁹. A trop vouloir éviter une vision déterministe du développement capitaliste et des luttes, on n'essaie même plus de rechercher les tendances qui affaiblissent le contrôle du capital et pointent vers d'autres possibles.

Il ne suffit donc pas de prendre en compte empiriquement cette séparation, que ce soit en prouvant aux défenseurs de la théorie de la «population en surplus» que les habitants des bidonvilles sont intégrés à la production mondiale, ou en montrant aux défenseurs de l'analyse des chaînes d'approvisionnement combien les zones rurales ou une économie de ghetto dominant dans de nombreuses régions. Dans leur article sur «La classe ouvrière mondiale»¹⁰ nos camarades du groupe *Wildcat* ont tenté de décrire l'existence de la classe ouvrière mondiale sous ses multiples formes – non pas en procédant à un simple collage, mais en gardant à l'esprit la question des tendances à la transformation sociale. Ce texte très utile demanderait à être développé sur plusieurs points :

- l'impact du *développement inégal* au sein de la classe ouvrière et ses implications politiques : la relation entre l'expérience immédiate (participer à la coopération sociale dans la grande industrie ou dépendre de boulots stupides et des aides sociales) et la segmentation ou la généralisation de la lutte des classes ;
- le rôle spécifique de la «classe ouvrière productive» dans le développement d'un programme social sous la pression des prolétaires «marginalisés» ;
- la question de la transition révolutionnaire, la relation entre soulèvement (renversement de l'État) et appropriation (reprise en main des moyens de production) ;
- en lien avec les trois questions précédentes : le rôle des organisations politiques de classe.

3. Les divisions matérielles (régionales) dans la classe ouvrière

Quelques réflexions au sujet de l'impact du développement inégal sur la façon dont les travailleurs font l'expérience de l'appauvrissement et du pouvoir productif collectif

Nous ne ferons ici qu'effleurer un domaine qui demanderait une exploration plus approfondie. Les différences régionales de développement forment l'arrière-plan nécessaire de la section suivante consacrée aux industries de base et à l'insurrection dans la zone du Royaume Uni. La composition de classe dans cette zone est très spécifique, du fait que la séparation entre les travailleurs au cœur de la production sociale et les sections marginalisées du prolétariat est moins prononcée que dans la plupart des autres régions du monde. Cela pose aussi la question des liens entre un ex-centre impérialiste ayant subi un processus de désindustrialisation et les conditions propres aux pays du Sud.

Nous ne savons pas grand-chose sur la théorie du *développement inégal* (ou *développement combiné*), ni même s'il s'agit vraiment d'une théorie. Mais ce débat s'efforçait de répondre à des questions de stratégie révolutionnaire très proches de celles auxquelles nous sommes confrontés aujourd'hui : une révolution ouvrière mondiale doit compter avec des différences régionales de développement et ces

⁹ <http://www.iisg.nl/publications/globalabourhistory.pdf>

¹⁰ Traduit dans *Ni patrie ni frontières*, n° 54-55, 2016.

différences ne peuvent être conceptualisées en termes purement «nationaux», même si les États-nations jouent un rôle important dans leur mise en forme.

Au tournant du XIX^e et du XX^e siècle, on s'interrogeait sur la façon dont la dynamique capitaliste de pays développés dotés d'États bourgeois entre en relation avec des régions comportant une part importante de travail «non libre» dans des États de forme monarchique/non bourgeoise.

Marx lui-même se focalisa pendant longtemps sur le potentiel révolutionnaire d'une classe ouvrière qui croissait rapidement et luttait. Mais après que les défaites de 1848 et 1871 eurent détruit l'espoir en une victoire rapide, le centre de son analyse se déplaça vers la question de savoir ce qui rendait le capitalisme «stable et instable» à la fois. Il se tourna de nouveau vers ce qui se passait dans le reste du monde. Dans son échange de lettres avec Vera Zassoulitch, il parle d'une «opportunité historique particulière» : lorsque la crise du «mode de production asiatique» en Russie coïncide avec la crise du capitalisme en Europe occidentale, il existe une possibilité pour que les luttes des ouvriers rejoignent celles de la population rurale. Quelque chose de révolutionnaire et de «nouveau» pourrait se développer sur cette base. Marx avait conceptualisé le «dualisme inhérent» à la communauté villageoise russe : propriété collective et production privée. Une révolution en Russie pourrait arrêter la destruction de la communauté villageoise, et si les moments collectifs dans l'«environnement historique» (la crise du capitalisme occidental) rencontraient la «révolution ouvrière» ce pourrait être le point de départ d'une nouvelle forme de communisation [*Vergemeinschaftung*].

On utilise souvent ces lettres pour établir que Marx n'avait finalement pas une «vision déterministe de l'histoire» ou pour prouver qu'il admettait qu'un «saut» était directement possible à partir des communautés précapitalistes. Cependant, le plus important est la manière dont Marx analysait ces problèmes. Il abordait la question à travers la notion de «recomposition mondiale» – mais aujourd'hui, nous pouvons et nous devons débattre de ces questions en des termes différents (par exemple, le problème ne se pose plus en termes de conservation du meilleur de deux mondes)¹¹.

Des décennies plus tard, Trotski souligna que, dans certaines circonstances, le «sous-développement» des régions arriérées est reproduit et fortifié par l'échange avec les pays capitalistes développés (voir par exemple le soutien matériel au despotisme en Pologne et en Russie par le commerce agricole ou les investissements industriels). On peut dire la même chose des luttes : une interaction particulière se produit entre les luttes dans les zones centrales et les luttes dans les zones «arriérées». Bien que schématique, le concept de développement inégal n'était pas statique : il n'est pas vrai que «chaque pays doit passer par toutes les étapes» (comme le défendait la social-démocratie) car des interactions ont lieu entre les différentes étapes. Cette conception était révolutionnaire parce qu'elle n'était pas «pluraliste». Au lieu de se borner à décrire l'existence de différentes conditions, elle se demandait : comment le développement inégal est-il reproduit, par exemple comment le capitalisme moderne et le marché mondial renforcent-ils les «modes de productions archaïques»? Comment une classe ouvrière industrielle peut-elle constituer un foyer d'attraction révolutionnaire et proposer un programme qui vise des objectifs allant au-delà d'elle-même? Et comment des luttes menées dans des conditions «précapitalistes» (propriété villageoise communale, contre la police d'État, etc.) peuvent-elles influencer les luttes qui se produisent dans les centres capitalistes?

«La loi du développement combiné des pays arriérés – dans le sens d'un mélange particulier d'éléments arriérés et de facteurs très modernes – se manifeste à nous ici sous sa forme la plus développée et donne la clé de l'énigme fondamentale de la révolution russe. Si le problème agraire, un héritage de la barbarie de l'ancienne histoire russe, avait été résolu par la bourgeoisie, si la bourgeoisie avait pu résoudre ce problème, le prolétariat russe n'aurait jamais pu prendre le pouvoir en 1917. Pour que l'État soviétique soit possible, il fallait la mise en relation et la pénétration mutuelle de deux facteurs appartenant à des formes historiques totalement distinctes : une guerre de paysans – c'est-à-dire un mouvement caractéristique des débuts du développement bourgeois – et une insurrection prolétarienne – mouvement propre au déclin de ce même développement. Telle est l'essence de 1917¹².»
(Trotski)

Aujourd'hui il semble obsolète de parler de l'impact du développement inégal, peut-être à cause de la généralisation de la «condition prolétarienne» du salariat et de la généralisation de la «démocratie parlementaire» dans le monde. Tout semble à la fois tellement identique dans l'ensemble (le «village

¹¹ http://www.wildcat-www.de/en/wildcat/82/w82_bauern_en.html

¹² <https://www.marxists.org/archive/trotsky/1930/hrr/>

planétaire») et tellement différent quand on entre dans les détails. Nous voyons clairement l'effet des différences régionales sur la lutte des classes au niveau mondial, mais :

- nous avons tendance à expliquer ces différences en termes géopolitiques («pays producteurs de pétrole»), en termes d'«économies nationales» (BRIC¹³) ou même en termes ethniques («printemps arabes»);

- nous entretenons un pluralisme grossier («patchwork de travail libre et non libre», prolétaires vivant de toutes sortes de revenus, etc.);

- nous ne développons pas de stratégies révolutionnaires sur la façon dont les luttes régionales ou les luttes menées à des périodes de développement différentes pourraient se relier les unes aux autres.

Il ne suffira pas de copier les catégories très générales du débat passé (centres industriels et démocratiques/zones rurales et féodales). Il nous faut au contraire analyser les principales tendances et forces matérielles qui séparent, neutralisent ou surmontent les deux types d'expérience prolétarienne que nous avons mentionnés (appauvrissement/coopération productive). La carte qui résulte du débat sur la «classe ouvrière mondiale» met en évidence des expériences générales qui peuvent devenir une base pour une organisation mondiale :

- les expériences du travail des migrants sapent l'existence de mouvements ouvriers nationaux, mais elles renforcent aussi les sentiments nationaux/protectionnistes au sein des classes ouvrières locales ; le «statut national» des prolétaires devient une question centrale, et l'État le principal médiateur entre les différentes étapes du développement et pour l'accès aux territoires ;

- les chaînes d'approvisionnement mondiales mettent en relation les lieux de travail et les secteurs ; elles remettent aussi en question l'encadrement par les syndicats professionnels ou industriels, mais il y a une limite à la création de liens directs entre les travailleurs sur la base d'une coopération étendue (il est difficile d'imaginer une coopération entre les travailleurs de la logistique et ceux d'une usine ou d'un port de la même chaîne d'approvisionnement si un océan les sépare) ;

- la prolétarianisation (l'exclusion des moyens de subsistance) est un phénomène mondial qui crée des expériences sociales semblables pour les paysans en Inde ou en Bolivie, mais cela signifie simplement qu'il devient plus facile de comprendre les nouvelles qui viennent de l'autre bout de la terre – une condition commune ne crée pas automatiquement des liens matériels.

Si nous pouvons voir dans ces phénomènes une sorte de colonne vertébrale pour une organisation internationale de la classe ouvrière, nous pouvons aussi nous rendre compte facilement qu'il existe un certain nombre de tendances et de forces matérielles qui, par leur immédiateté, neutralisent ces expériences (sans parler des problèmes de langue, etc.). Pour le dire plus simplement : les prolétaires du monde entier font l'expérience d'une détérioration de leurs conditions de vie, des mêmes stratégies de gestion et d'austérité de la part de l'État, et sont parfois exploités par les mêmes entreprises ou dans les mêmes chaînes d'approvisionnement. Mais ces expériences immédiates sont souvent masquées par des conditions qui semblent avoir un impact plus immédiat sur les intérêts des travailleurs – avant tout, les conflits nationaux et les guerres.

Pour que ces différents aspects puissent être débattus plus facilement dans le cadre d'une réflexion sur une possible stratégie mondiale, peut-être nous faut-il être plus schématiques. Serait-il possible de définir six ou sept «conditions prolétariennes»/«étapes fondamentales de l'accumulation» sous lesquelles la classe ouvrière existe aujourd'hui pour analyser le type de pouvoir matériel et de limitations politiques qui résultent des luttes dans ces conditions et la manière dont elles pourraient se rapporter les unes aux autres ? Comment ces différentes «zones» croisent-elles la colonne vertébrale évoquée plus haut (industrie mondiale, migration) ? Nous pourrions par exemple distinguer :

- des zones de travail industriel combiné, dans les conditions politiques d'un État démocratique avec un accès national à l'assistance sociale ;

- des zones dans lesquelles les luttes ouvrières et les luttes démocratiques sont encore entrelacées ;

- des «économies d'extraction» avec un petit secteur industriel et des formes politiques plus coercitives ;

- des zones dominées par une semi-prolétarianisation, une crise de la paysannerie et d'importantes migrations internes ;

- des zones caractérisées par un fort taux de chômage urbain, des relations de travail informelles, une économie mafieuse et des formes violentes de médiation politique ;

¹³ Acronyme désignant le Brésil, la Russie, l'Inde et la Chine.

- des zones d'affrontements militaires (nationaux, religieux) et/ou d'États en décomposition.

Dans chacune de ces zones, le rôle des travailleurs dans les centres industriels, des pauvres urbains et ruraux, des étudiants et des autres segments de la classe, et leurs relations, seront différents. Les luttes n'auront pas le même rapport à la richesse capitaliste et à sa distribution ou à la question du pouvoir de l'État.

Pour ne pas être trop schématique, cette analyse devrait aussi discuter les différents exemples d'organisations et de mouvements de la classe ouvrière qui furent capables de combler le vide d'expérience immédiate entre les ouvriers de l'industrie et les chômeurs, la classe ouvrière locale et les migrants, les prolétaires de différentes nationalités en temps de guerre, etc. Il nous faudrait aussi reconsidérer les «mouvements globaux» du passé, comme en 1968, quand les relations entre les luttes du Nord et du Sud étaient moins foncées sur les expériences des prolétaires que sur le fait que les anciennes puissances coloniales et les centres impérialistes étaient attaqués à la fois au centre et à la périphérie. Les efforts politiques pour conceptualiser la connexion entre le centre et la périphérie comme une alliance entre les «travailleurs» et les «opprimés» étaient déjà douteux à l'époque, mais, cinquante ans plus tard, nous devons toujours tenter de comprendre les points communs et les différences entre les travailleurs – points communs et différences que l'opposition Nord/Sud ou la théorie démodée de l'impérialisme (qui voit les travailleurs avant tout comme des citoyens pauvres) ne font que simplifier. Une analyse qui prendrait pour base les différences de développement plutôt que les rapports entre États-nations ou l'opposition Nord/Sud nous permettra peut-être de comprendre quel est réellement l'impact régional et mondial des luttes des travailleurs dans les nouveaux centres industriels (Pearl River Delta, etc.) et comment les organisations politiques de classe peuvent rendre ces expériences accessibles aux segments les plus marginalisés du prolétariat.

On se rendra alors peut-être compte que les organisations politiques de la classe ouvrière ont encore un rôle particulier à jouer, à la fois pour répondre à la question des expériences immédiates et des intérêts séparés régionalement au sein de la classe, mais aussi pour répondre au défi du développement d'un programme de transition révolutionnaire en liaison avec les conditions générales de la classe. Si l'on se reporte encore une fois aux soulèvements de 2010/2011, il est certes nécessaire d'identifier la composition de classe matérielle qui détermina les limites de ces mouvements, mais on ne peut simplement balayer comme du volontarisme l'insistance sur l'absence, au sein de la classe ouvrière, d'une force organisée qui aurait été capable de proposer des mesures révolutionnaires allant au-delà de l'occupation des places. La classe ouvrière industrielle n'a sans doute plus l'hégémonie sociale qui lui permettrait de proposer un programme politique et social de conseils ouvriers, mais il est évident aussi que les émeutes et les occupations d'espaces publics ne peuvent aller très loin : si elles ne touchent pas aux *moyens* de produire une autre société, ces luttes seront écrasées par la répression de l'État ou placées sous la dépendance d'une nouvelle élite politique qui a accès aux fonds nécessaires (en concluant des alliances interclassistes). Pour dépasser cette situation, des liens organisationnels conscients sont nécessaires.

4. La colonne vertébrale de l'insurrection

Matériau empirique concernant la structure des industries de base au Royaume Uni

Dans cette section, nous essayons de placer le débat sur l'insurrection et la révolution, ainsi que la question du développement régional, dans un contexte concret – la zone économique du Royaume Uni avec sa composition industrielle spécifique. Quel est l'objectif politique de cet exercice sociologique ?

Nous espérons ainsi détruire quelques mythes d'une gauche qui est aujourd'hui principalement un mouvement mobilisant des éléments des classes moyennes. Leur idéologie de la transition révolutionnaire repose sur l'idée que la production serait désormais en grande partie immatérielle, que tout va être automatisé et que le travail ou les lieux de travail ne joueraient plus un rôle fondamental dans la socialisation prolétarienne. Cet exercice empirique nous donnera une idée des chiffres : combien de personnes travaillent dans des industries qui assurent notre survie matérielle ? D'autre part, ce qui est plus important, ces résultats peuvent aussi servir de base à un travail de propagande dans la classe ouvrière : de combien pourrions-nous réduire le temps de travail si tous effectuaient un travail socialement nécessaire ? La synthèse empirique qui suit donne les grandes lignes du cadre matériel dans

lequel se déroulerait une insurrection régionale avec reprise des moyens de production, et indique les défis fondamentaux que rencontrerait le prolétariat insurgé :

- Combien de nourriture pourrions-nous redistribuer avant que ne commence un carnage causé par la pénurie ?

- Qu'est-ce qui manquerait immédiatement si les échanges commerciaux avec l'extérieur étaient interrompus (ainsi que la fourniture d'énergie extérieure) ?

- Combien de travailleurs œuvrent dans les industries de base et quelle est leur composition ?

- Où ces industries sont-elles concentrées géographiquement ?

- Quelle est l'importance numérique de la classe moyenne ?

- Quelle est la composition de classe de l'agriculture locale ?

- Comment l'armée et les forces de police se reproduisent-elles matériellement ?

(Note : nous sommes conscients du fait que le cadre choisi dépend de l'existence de statistiques bourgeoises pour la région du Royaume Uni, et peut-être d'un certain traumatisme lié au Brexit. Il y a là certainement un danger, mais nous y reviendrons.)

Population totale du Royaume Uni : 64 millions

Population active : 31,58 millions (dont 23,12 millions à plein temps)

Chômeurs : 1,69 millions (chiffres officiels)

Travailleurs dans les industries de base : entre 13 et 16 millions

Population d'origine étrangère (migrants nés à l'étranger, concentrés dans la classe ouvrière et dans les plus grandes villes) : 8 millions

Population en fonction de la taille des villes (2011) :

Londres : 8 millions

Birmingham : 1 million

Nombre de villes entre 200 000 et 600 000 habitants : 25

Nombre de villes entre 100 000 et 200 000 habitants : 51

Nombre de villes entre 50 000 et 100 000 habitants : 108

Nombre de villes entre 10 000 et 50 000 habitants : 817

Nombre de villes entre 5 000 et 10 000 habitants : 522

Nombre de villes de moins de 5 000 habitants : 6 300

On considère comme urbaines les zones où vivent au moins 10 000 personnes. En 2011, 81,5 % (45,7 millions) de la population de l'Angleterre et du Pays de Galles vivaient dans des zones urbaines et 18,5 % (10,3 millions) dans des zones rurales. Les habitants des zones rurales ont une probabilité plus grande d'être nés au Royaume Uni (94,9 % par rapport à 84,7 % dans les zones urbaines) et d'être «blancs» (95 % par rapport à 77,2 % dans les zones urbaines). Dans une perspective insurrectionnelle, analyser la signification de l'existence de plus de 6 300 petites villes reste un défi.

Taille des entreprises au Royaume Uni (2015) :

Nombre total d'entreprises privées : 5,4 millions

Nombre total de salariés : 25,8 millions

Entreprises sans salariés : 4 millions

Entreprises de moins de 10 salariés : 1 million (4 millions de salariés)

Entreprises de plus de 10 mais moins de 50 salariés : 200 000 (4 millions de salariés)

Entreprises de plus de 50 mais moins de 250 salariés : 32 555 (3,2 millions de salariés)

Entreprises de plus de 250 salariés : 7 000 (10,2 millions de salariés)

Quand nous parlons de 13 à 16 millions de travailleurs dans les industries de base, nous avons en vue les industries directement pertinentes pour la reproduction sur une période prolongée dans le contexte d'un soulèvement : de quoi avons-nous besoin pour assurer notre survie matérielle et notre autodéfense face à l'ennemi de classe ? Déterminer ces chiffres à partir des statistiques bourgeoises est une méthode assez incertaine. L'estimation que nous avons retenue exclut les enseignants et les petits fonctionnaires, même si nous risquons d'exclure par la même occasion le personnel des piscines municipales, pourtant essentiel ! Notre estimation inclut par contre toutes sortes d'industries non pertinentes, comme l'industrie de l'armement ou l'industrie automobile, qui pourront cependant jouer un rôle essentiel en

matière de transfert de connaissances et de technologies. Nous regardons cet ensemble de plus près ci-dessous.

Agriculture : 500 000 personnes

Environ 53 % de la nourriture consommée au Royaume Uni sont produits localement, le reste est importé. Les fruits et légumes constituent la part la plus importante des importations (en termes monétaires). Les principaux fournisseurs sont les Pays-Bas (5,6 %), l'Espagne (5,1 %), la France (3,1 %), l'Allemagne (3,1 %) et l'Irlande (3 %). Trois pays fournissent 90 % des produits laitiers et des œufs (les fermes britanniques fournissent 86 % de la consommation totale). Trois pays fournissent 90 % de la viande et des préparations à base de viande (le Royaume Uni contribue à 84 % de la consommation). Douze pays fournissent 90 % des céréales et des préparations à base de céréales (y compris le riz). Le Royaume Uni fournit 56 % de la consommation de céréales. L'importation ou l'exportation des aliments de base (pommes de terre, blé, riz) sont en partie dictées par les prix du marché et non par la capacité de production. Par exemple, en 2015 environ 1 250 000 tonnes de blé furent importées des États-Unis, mais, dans le même temps, le Royaume Uni exportait 61 000 tonnes de blé aux États-Unis. Il n'en est pas de même pour les 100 grammes de riz consommés par personne et par semaine au Royaume Uni : 30 % sont importés des pays européens, le reste des pays du Sud.

Vingt-quatre pays fournissent 90 % des fruits et légumes (le Royaume Uni ne couvre que 23 % de la consommation). Si des relations directes avec les serres espagnoles ou néerlandaises ne sont pas rapidement rétablies, il sera difficile de respecter la règle des «cinq fruits et légumes par jour» ! Mais pour un pays réputé être si peu autonome au niveau alimentaire par rapport à d'autres, les chiffres de la dépendance mondiale ne sont pas si mauvais – en tout cas pas aussi mauvais qu'en Égypte où 60 % du blé sont importés. Prise dans son ensemble, l'Europe produit à peu près 90 % de ce qu'elle consomme.

Qu'en est-il de la concentration de l'industrie ? Tout d'abord, il est intéressant de noter que sur les 2 millions de tonnes de réserves de blé (sur une production annuelle de 15 millions de tonnes environ, soit 65 % de la culture céréalière), 38 % se trouvent dans les fermes et 62 % dans les ports, les coopératives et les magasins – c'est-à-dire hors de portée des propriétaires individuels. Par comparaison, le rapport des réserves à la consommation est de 30 % pour le blé et 20 % pour le riz. Au Royaume Uni, la plus grande partie du blé stocké dans les fermes est destinée à l'alimentation des animaux. Non seulement les réserves de blé sont concentrées, mais les minoteries le sont aussi : en 2011, il a suffi de 56 minoteries pour transformer en farine 5 millions de tonnes de blé. Les deux plus grandes entreprises se partagent 40 % de la production de farine au Royaume Uni.

Que peut-on dire de la composition des fermes ? Elles comprennent environ 235 000 propriétés avec une surface de culture moyenne de 54 hectares. Environ 70 % des fermes sont occupées par leur propriétaire et le reste est loué à des fermiers qui les exploitent. Environ 41 000 fermes (à peu près 14 % du total) possèdent plus de 100 hectares et comptent pour plus de 65 % de la surface agricole. Les fermes céréalières sont plus souvent familiales que celles qui produisent de la viande ; environ 930 millions de poulets à rôtir furent produits au Royaume Uni en 2012, dans 2 500 fermes et 30 abattoirs. Des entreprises comme Lower Farm produisent plus de 1,3 millions de poulets chaque année. L'industrie de la volaille emploie environ 55 000 personnes dans tout le Royaume Uni, dans des fermes, des couvoirs, des usines d'aliments et le transport.

Malgré la nature capitaliste de l'agriculture au Royaume Uni (il n'y a plus de «question paysanne»), nous sommes face à 200 000 entreprises individuelles situées à l'écart des zones urbaines, qui dépendent du travail saisonnier – il ne pourra donc pas s'agir simplement de «reprise ouvrière» mais d'une dynamique sociale plus complexe.

Agro-alimentaire : 2,2 millions de personnes.

Ici la dynamique capitaliste est évidente : sur les 2,2 millions de travailleurs de ce secteur, seuls 500 000 travaillent dans l'industrie, tandis que 1,6 millions sont employés dans la restauration «non résidentielle», c'est-à-dire les cantines et les restaurants. Bien que tout le travail effectué dans les restaurants ne soit pas socialement superflu, il est cependant encore largement dominé par des schémas de consommation individuelle. Mais, dans tous les cas, la nourriture doit être cuite et préparée et la productivité du processus de production dans un restaurant ne sera sans doute pas tellement différente de ce qu'elle serait pour une unité domestique de 200-250 personnes. Le niveau de productivité des restaurants ne peut être comparé à celui des usines : par exemple, dans quatre usines de Southall, Noon

Foods produit 2,4 millions de repas par semaine, avec environ 3 000 travailleurs (en incluant la direction, les équipes administratives et les travailleurs qui produisent des plats préparés). Cela correspond à environ 200 repas par travailleur et par jour. Il est aussi intéressant de noter que ces usines ne sont pas très mécanisées mais font plutôt appel à une main-d'œuvre abondante.

Note pour nos amis insurrectionnalistes, amateurs de pillages et de blocage de l'économie : sur la base d'une expérience personnelle dans l'industrie agro-alimentaire et dans les entrepôts qui alimentent les supermarchés, nous pouvons dire que les réserves de produits d'épicerie dans les supermarchés de Londres ont une durée de vie de 24 à 48 heures. Les entrepôts les plus importants sont situés hors des limites de la ville et contiennent au maximum deux à cinq jours de réserves. L'approvisionnement des principales usines de production de produits alimentaires vient souvent de l'arrière-pays rural (élevages de poulets, minoteries, cultures de pommes de terre) ou de l'étranger (fruits frais). La «communisation» durerait trois jours au maximum !

Distribution et traitement de l'eau, collecte et traitement des ordures, nettoyage des rues et autres : respectivement 166 500, 145 000 et 480 000 personnes.

Les chiffres relatifs au traitement des déchets ne précisent pas la part de la grande industrie et la part de la consommation individuelle. On ne sait pas non plus combien, parmi les 480 000 travailleurs du nettoyage, sont employés par des particuliers, mais une autre source affirme qu'au Royaume Uni 6 millions de personnes emploient quelqu'un pour faire le ménage.

Industrie de l'énergie : environ 680 000 personnes.

Étant donné l'important lobbying dans ce secteur (charbon, mais aussi énergies renouvelables), les chiffres sont peut-être moins fiables :

Industrie du gaz : 142 000

Centrales électriques : 87 000

Charbon : 6 000

Pétrole : 150 000 (environ 50 000 sur les plates-formes de pétrole et de gaz)

Énergie nucléaire : entre 44 000 et 60 000

Énergies renouvelables : 112 000

Pour le reste : maintenance du réseau et administration.

En 2014, une production électrique totale de 335 TWh (après un pic à 385 TWh en 2005) fut générée par les sources suivantes :

Gaz : 30,2 % (0,05 % en 1990). D'après d'autres sources : 54 % en 2016.

Charbon : 29,1 % (67 % en 1990). D'après d'autres sources : 6 % en 2016.

Nucléaire : 19,0 % (19 % en 1990)

Éolien : 9,4 % (0 % en 1990)

Biomasse : 6,8 % (0 % en 1990).

Hydroélectrique : 1,8 % (2,6 % en 1990)

Solaire : 1,2 % (0 % en 1990)

Fioul et autre : 2,5 % (12 % en 1990)

Importations : 7,69 %

La vieille question de Bordiga doit être modifiée : prendre le pouvoir ou prendre les usines... ou prendre la centrale électrique ? L'énergie est probablement l'un des secteurs les plus concentrés en termes d'importance sociale et aussi l'un des mieux protégés par l'État. Le Royaume Uni possède 10 centrales nucléaires, 16 grandes centrales au charbon, 33 centrales au gaz et 7 centrales au fioul. L'État traitera les travailleurs de ces industries comme un bastion idéologique et militaire, et ils ne sont évidemment pas faciles à remplacer. La récente «vague de grèves» de juin 2016 en France a montré le caractère central de ce secteur. Au Royaume Uni aussi le nombre de raffineries et de dépôts de pétrole a diminué drastiquement : il n'y a que six raffineries principales sur la côte, reliées par un réseau de pipelines (l'UKOP, United Kingdom Oil Pipeline) surveillé par des hélicoptères qui effectuent des patrouilles.

Il est intéressant de noter qu'aujourd'hui c'est la gauche du «changement climatique» (ainsi que les militants des «brigades de sécurité alimentaire») qui s'intéresse au processus de production dans le

secteur de l'énergie – du point de vue limité de la transition environnementale, mais en s'efforçant de partir des problèmes réels. Dans l'ensemble, la gauche radicale a plutôt un point de vue syndical sur les suppressions d'emploi dans ce domaine.

Transport : 1,4 million de personnes

Une partie du travail dans ce secteur aura beaucoup moins d'importance (les aéroports et les services au sol contribuent pour 433 000 emplois et les compagnies aériennes pour 200 000). Certains moyens de transport ne sont pas trop difficiles à faire fonctionner (285 000 conducteurs de camions), mais une bonne partie dépend toujours d'une coopération et d'une connaissance très spécialisées, par exemple pour le rail, qui emploie environ 200 000 personnes – sans compter les trains locaux et les métros.

Le trafic portuaire exige aussi des compétences sophistiquées. En 2014, plus de 500 millions de tonnes ont transité par les ports britanniques (380 millions de tonnes ont été déchargées et 180 millions expédiées). On estime que 118 200 travailleurs sont directement employés dans les ports du Royaume Uni. Environ 95 % du volume (et 75 % de la valeur) de l'import-export passe par les ports maritimes.

Le trafic portuaire est fortement concentré : il y a 51 ports principaux, par lesquels transite 98 % du trafic total, les dix plus grands ports ayant traité 340 millions de tonnes sur 500 millions. Grimsby & Immingham dans le nord est du Lincolnshire est toujours le port le plus actif du Royaume Uni, avec 12 % du marché britannique en 2014. Le nouveau «London Gateway/Port de Dubai» déplacera une grande partie du trafic vers l'est de Londres. Dans les marchandises transportées, on trouve environ 80 millions de tonnes de pétrole brut et de dérivés du pétrole, 40 millions de tonnes de charbon. Une autre partie importante des marchandises sèches en vrac est constituée par les combustibles de la biomasse sous forme de granules ou de copeaux de bois, à destination des centrales électriques de Drax et de Lynemouth au nord de l'Angleterre.

Les ports sont spécialisés : Milford Haven pour les marchandises liquides, Grimsby pour les marchandises sèches en vrac, Felixstow pour les conteneurs (41 % de tout le trafic de conteneurs) et Dover pour les rouliers (27 % du total). En 2014, 204,1 millions de tonnes de marchandises ont circulé entre les principaux ports du Royaume Uni et les pays de l'Union européenne (42 % du trafic des ports principaux). En 2014, 54,8 millions de tonnes de fret ont circulé entre le Royaume Uni et les Pays Bas, soit 14 % du trafic international.

Une partie non négligeable du trafic par cargo est plus ou moins inutile. Par exemple, presque un quart (23 %) du trafic international à l'unité (conteneurs et autres) concerne l'importation et l'exportation de voitures individuelles. En 2014, 4,1 millions de véhicules motorisés sont passés par les ports du Royaume Uni.

Vente au détail : 2,7 millions de personnes.

Logistique : 1,8 millions.

Entrepôts : 360 000 travailleurs.

La question est moins de savoir combien de personnes travaillent à «vendre des choses» que de savoir combien de personnes sont employées à faire circuler les marchandises. Au total, 2,7 millions de personnes travaillent dans la vente, la plupart sont employées dans les magasins. La logistique emploierait 1,8 million de personnes, mais cela inclue les chauffeurs de camions déjà comptés dans les transports et certains travailleurs de la messagerie ainsi qu'une partie des services postaux. Les chambres froides, les centres de distribution et les entrepôts locaux seront encore utiles, et ils ne nécessitent pas une connaissance très spécialisée.

Technologies de l'information et de la communication : 1,2 million de personnes.

Ce chiffre est certainement très peu précis. D'autres sources parlent de 280 000 travailleurs dans le secteur des communications, depuis la maintenance des installations (câbles internet) jusqu'au travail administratif. D'autres sources encore signalent 350 000 professionnels des logiciels travaillant au Royaume Uni, mais ce nombre inclut à la fois les programmeurs des systèmes ferroviaires et les programmeurs pour le courtage en ligne. Le principal défi sera d'établir rapidement un système d'intranet entre les unités domestiques et les lieux de travail qui ne puisse être facilement détruit par l'empire actuel de l'internet. Nous n'avons pas les connaissances techniques pour comprendre les efforts que cela implique, mais il existe une scène alternative de mise en réseau qui est relativement importante

et bien organisée¹⁴. Nous n'avons pas réussi à trouver de données plus fiables sur la structure matérielle des connexions internet au Royaume Uni, par exemple l'emplacement des principaux nœuds et postes serveurs, mais ces informations seront cruciales pour les deux camps lors de l'insurrection.

Secteur des soins : entre 3,2 et 3,5 millions de personnes.

Une grande partie de ce travail pourra échapper à l'isolement social en étant effectué dans des unités domestiques plus importantes, mais il importe de savoir combien de travailleurs sont employés dans ce secteur, et il faudra du temps pour socialiser ces activités.

Soins aux adultes : 1,55 million de personnes.

Soins aux enfants : 426 500.

National Health System : entre 1,2 et 1,5 million.

En 2015, dans les cabinets de généralistes et les services hospitaliers, le NHS employait 149 808 médecins, 314 966 infirmières qualifiées, 25 418 sages-femmes, 23 066 infirmières travaillant dans un cabinet médical, 146 792 membres du personnel scientifique, thérapeutique et technique qualifié, 18 862 ambulanciers qualifiés et 30 952 directeurs, qui s'occupent de 1 million de patients toutes les 36 heures. (En 2010, dans tout le Royaume Uni, plus de 1 000 sites hospitaliers avaient plus d'un lit. Plus de la moitié étaient de petits établissements de quartier ou psychiatriques avec en moyenne 35 et 68 lits respectivement. Plus de sept sites sur dix avaient moins de 100 lits. Il y a 7 800 cabinets médicaux.)

Construction : entre 1 et 2,1 millions de personnes.

Là encore les chiffres ne sont pas fiables car il ne distinguent pas l'ouvrier embauché par un particulier pour agrandir sa cuisine des entreprises de travaux publics qui construisent les aéroports. On pourrait se demander dans quelle mesure la construction importera pendant une période révolutionnaire, mais nous pouvons imaginer que la conversion rapide d'anciens immeubles de bureaux en logements ou en espaces pour les unités domestiques nécessitera un nombre important de travailleurs qualifiés.

Ingénierie/fabrication : environ 3 millions de personnes.

Ce chiffre inclut toutes sortes de travaux socialement inutiles, comme les industries de l'armement et de l'automobile. Malheureusement, c'est souvent dans ce type d'industries que l'on trouve les plus hauts niveaux de connaissance productive collective et les standards technologiques les plus élevés, alors que l'industrie agro-alimentaire, le textile, etc., reposent plutôt sur le travail intensif. Un transfert de technologie et de connaissances peut être commencé, ce serait aussi une mesure politique destinée à montrer que le «communisme» est en marche et que nous pouvons espérer avoir beaucoup moins de travail à fournir si le soulèvement réussit. D'autres secteurs de la fabrication seront d'une nécessité plus immédiate : l'emballage, la production de pièces de rechange, de matériaux de construction, de médicaments, etc.

Industrie automobile : 250 000 personnes (en comptant la chaîne d'approvisionnement)

Acier : 30 000

Aérospatial : 111 000 (+ 120 000 indirectement)

Armement : 146 000

Électronique : 800 000 (Centerprise possède au pays de Galles l'une des plus grandes unités de production de PC du Royaume Uni ; 10 % des ordinateurs sont fabriqués au Royaume Uni, pas d'information sur les pièces détachées ; il y a une usine de semi-conducteur NXP à Manchester)

Plastique : 300 000

Ameublement : 115 000

Chimie/pharmacie : 105 000 dans l'industrie chimique, 53 000 dans l'industrie pharmaceutique (+ 500 000 indirectement)

Vêtements/textile : entre 150 000 et 300 000 (20 000 créateurs)

On peut penser que cela traduit une mentalité révolutionnaire d'épicier que de supposer que, par exemple, l'industrie de l'ameublement aura la moindre importance sociale pendant les six premiers mois

¹⁴ Exemple d'expériences de réseaux de communication alternatifs : <http://awmn.net/content.php?r=288-AWMN&s=c5217ebf903e411769286b4cefb4b80c>

d'un soulèvement, mais il faut comprendre que les gens luttent sans savoir encore sur quelles bases la société se réorganiserait.

Media : environ 310 000 personnes.

Dans la presse écrite, environ 167 000 personnes, à la radio 20 000, à la télévision 30 000 et dans l'industrie cinématographique 70 000 – la BBC emploie à elle seule 35 000 personnes, en incluant les contrats temporaires. La diffusion se fait principalement depuis le siège social à Londres (Portland Place), aussi bien pour la radio que pour la télévision.

Poste : 200 000 personnes.

En 2015, Royal Mail employait encore à lui tout seul 160 000 personnes. Il est difficile de trouver des chiffres pour les messageries privées. DHL emploie 18 000 personnes. Là encore, nous ne nous intéressons pas à la distribution individuelle du courrier mais à la logistique révolutionnaire.

Fonction publique : 5,1 millions de personnes.

Nous n'avons pas inclus ces travailleurs dans le total des salariés des industries de base, bien que certains employés de la fonction publique aient certainement des connaissances socialement importantes (par exemple, les 27 000 bibliothécaires). Et les connaissances bourgeoises enseignées par les 1,5 millions d'enseignants du public ne sont certainement pas toutes de l'idéologie pure, une grande partie pourrait s'avérer utile.

Autorités locales : 2,3 millions

Autorités centrales : 2,9 millions

Éducation : 1,5 million

Administration publique : 1,1 million

Construction : 150 000

Police : 250 000

Pompiers : 45 000

Armée : 180 000 personnes.

Nous n'avons trouvé ni le temps ni les sources pour une description plus fine de la composition de l'armée : quelles sont les principales divisions de classe au sein des forces armées et comment l'appareil se reproduit-il matériellement ? À ce stade nous ne faisons seulement deux remarques :

1. En 2009, alors que la moitié des officiers ont étudié dans des écoles privées (contre 10 % seulement de la population), 31 % des 14 000 soldats nouvellement recrutés ont moins de 18 ans, ce qui laisse entendre qu'ils viennent de la classe ouvrière. L'armée recrute principalement dans les «écoles défavorisées».

2. L'armée est largement entretenue par des entreprises privées, c'est-à-dire par des travailleurs qui ne bénéficient pas des conditions de travail et de la sécurité de l'emploi du secteur public. Des entreprises comme Sodexo ou ESS (Compass) organisent la restauration, la vente et les «loisirs» du personnel de l'armée, avec un personnel de 6 000 à 9 000 travailleurs. Amey/Carillion s'occupe de la maintenance de 280 bases de l'armée et de 49 000 appartements.

5. Tout le monde peut-il dire «communisme» ?

Avant de considérer les conditions d'un soulèvement de la classe ouvrière au Royaume Uni sur la base des données présentées plus haut, nous voulons tirer quelques conclusions politiques rapides. «Communisme» est devenu un terme à la mode, utilisé par tout un spectre de gens aux positions divergentes – comme le terme «révolution». Nous sommes donc d'accord avec certains camarades autour de *Wildcat* pour soulever la question : «*Tout le monde peut-il se réclamer du communisme ?*¹⁵» Sur la base de nos brèves remarques sur les limites des soulèvements de 2010/11, de nos considérations

¹⁵ http://www.wildcat-www.de/en/wildcat/86/w88_communism_en.html

sur la contradiction révolutionnaire fondamentale du capitalisme et de l'aperçu empirique relatif à la structure matérielle de la production sociale dans la zone du Royaume Uni, nous affirmons :

- Comme on a pu le voir en France en 1936¹⁶, au Chili en 1973¹⁷ ou en Grèce en 2014, la participation parlementaire et les politiques de nationalisation n'ouvrent pas d'espace aux mouvements de la classe ouvrière, mais confinent au contraire l'impulsion révolutionnaire dans un cadre «démocratique» qui se retournera toujours contre nous (ou sera même ouvertement méprisé pour maintenir le pouvoir de la classe dominante). Cela ne prépare pas non plus les travailleurs à la tâche difficile de s'emparer des moyens de production et de les défendre contre l'ennemi de classe – au contraire cela les empêche de le faire en créant l'illusion d'un processus de réforme graduel et souvent pacifique, donnant ainsi du temps aux forces réactionnaires pour préparer leur contre-attaque.

- L'espoir que l'«automatisation» (pour les accélérationnistes¹⁸) ou tout autre «progrès technologique» (pour les partisans de Negri ou les disciples de Paul Mason¹⁹) crée la base matérielle d'un «communisme sans révolution» ou d'une «révolution sans la classe ouvrière» est une utopie bourgeoise fondée sur l'élitisme. En dernier ressort, ces conceptions s'appuient sur l'État comme «agent de transformation», avec par exemple la revendication d'un «revenu universel» ou l'espoir que l'État soutienne l'«innovation» contre les «capitalistes monopolistes» réticents.

- L'idée de présenter à l'État des revendications «de transition» comme un moyen d'élever la conscience de classe est profondément enracinée dans la «gauche radicale». Consciemment ou non, cette attitude est dans la continuité des vieilles formules gauchistes des programmes de transition comme politique paternaliste pour «*dépasser la contradiction entre la maturité des conditions objectivement révolutionnaires et l'immaturité du prolétariat et de son avant-garde*» (Trotski). Pour nous, la transition désigne le temps qu'il faut pour s'emparer des moyens de (re)production et pour les transformer en moyens non seulement de satisfaire nos besoins matériels mais aussi de briser notre isolement social, notre condition d'appendices de la machine, notre ennui suburbain ou rural, la concentration spatiale et la séparation des infrastructures de base (des universités aux centrales électriques) par rapport au reste de la société. Cette transformation prend du temps et elle n'est pas séparée de la lutte. Ce n'est pas encore le communisme, mais c'en est le chemin. Une telle transformation ne peut se produire dans un cadre capitaliste ou sur ordre d'une structure hiérarchique comme l'Etat. Aucune revendication ni aucun décret ne peuvent préparer les travailleurs à cette tâche. Aucun insurrectionnaliste élitiste ne peut s'emparer des infrastructures sans les travailleurs concernés²⁰. Il s'agit d'un changement qualitatif et le seul processus qui pointe dans cette direction est l'expérience accumulée et les capacités d'organisation acquises par la classe ouvrière à travers son expérience de la production capitaliste et des luttes.

- Ceux qui mettent leur espoir dans un «progrès technologique neutre» supposent que la création semi-automatique d'une «population en surplus» (une population appauvrie exclue du processus de production) fournira la base de la révolution comme insurrection et rupture (théories vulgaires de la communisation)²¹. Mais il suffit de se pencher d'un peu plus près sur le processus de production actuel et sur la classe ouvrière pour se rendre compte que les idéologies de «l'insurrection sans production» sont avant tout des rêveries romantiques qui ont peu à voir avec la possibilité du communisme.

- Une analyse de la composition mondiale de la classe ouvrière montrera aussi que les modèles traditionnels «anarcho-syndicalistes» de la révolution (comme développement graduel de l'organisation, grève générale et reprise en main des moyens de production) négligent la question des divisions fondées

¹⁶ <https://libcom.org/library/1914-1946-third-camp-internationalists-france-during-world-war-ii>

¹⁷ <https://www.youtube.com/watch?v=b5GeEzBKGsQ>

¹⁸ En novembre 2015, Verso Books fit parvenir une copie du livre *Inventing the Future* de Nick Srnicek et Alex Williams à chacun des membres du cabinet fantôme du Parti travailliste du Royaume Uni ; ce livre en appelle à la main providentielle de l'Etat pour accélérer le développement technologique et faire advenir un monde au-delà du travail.

https://en.wikipedia.org/wiki/Inventing_the_Future:_Postcapitalism_and_a_World_Without_Work
<https://libcom.org/library/aufheben/pamphlets-articles/stop-the-clock-critiques-of-the-new-social-workhouse/reforming-the-welfare-state-in-order-to>

¹⁹ Sur le post-capitalisme selon Paul Mason :

<https://peopleandnature.wordpress.com/2016/04/04/i-have-seen-the-techno-future-and-im-not-so-sure-it-works/>

²⁰ Cf. le Comité invisible, *A nos amis*, La fabrique, 2014.

²¹ Sur les récentes théories de la communisation :

<http://libcom.org/library/communisation-its-theorists-friends-classless-society>

sur l'industrie et le marché du travail au sein de la classe ouvrière, ainsi que le fait imprévisible de la crise capitaliste et le fait prévisible de la violence d'État.

- De même, les expériences actuelles sur les espaces communs, les villes de transition, l'autogestion ou les tentatives pour abolir la propriété intellectuelle sont des éléments potentiellement fertiles de la lutte des classes, mais elles dégénèrent en bulles créatives dans le cadre du capitalisme dès qu'elles sont isolées de la question du pouvoir social.

- Les contributions apportées par les débats sur le travail reproductif et la «révolution du soin» méritent d'être prises en compte. En particulier, tout changement social fondamental devra prendre à bras le corps la question de la socialisation des travaux domestiques et de soin. Cependant, le danger est que le débat retombe dans une perspective eurocentrique et de classe moyenne si nous ne prenons pas en compte la matérialité des relations de soin²².

- Enfin, il nous faut questionner nos propres présupposés opéraïstes²³ : si le «refus du travail» des ouvriers à la chaîne dans les années 60 et 70 était l'expression la plus radicale de la classe ouvrière à cette époque, la fétichisation de cette expression nous a empêchés de discuter le défi d'une reprise en main et d'une transformation des moyens de production aujourd'hui.

6. Quelles devraient être les premières mesures d'une révolution de la classe ouvrière durant les premiers mois de son existence ?

Que signifie la révolution au XXI^e siècle ? Nous sommes d'accord avec nos camarades de *Wildcat* quand ils expliquent que les luttes quotidiennes et le comportement des masses prolétariennes «révolutionnent» la société en permanence : «*Comment les luttes des travailleurs deviennent-elles révolutionnaires ? On ne peut pas déduire la révolution des conditions objectives. Si, dans une société caractérisée par des relations patriarcales, les travailleuses luttent collectivement pour l'amélioration de leurs conditions de vie et de travail, si elles prennent des risques en luttant, franchissent des limites, découvrent de nouvelles potentialités et veulent en apprendre plus sur le monde, alors ce processus est probablement "révolutionnaire".*» Il nous faut pourtant regarder en face la question d'une véritable rupture qualitative avec les relations sociales capitalistes.

Dans ce qui suit, nous présupposons l'existence des luttes et la formation, à une échelle significative, d'une coordination politique des travailleurs formée dans les luttes et capable par son enracinement à la base de proposer le saut. Les luttes des travailleurs ont porté la société au bord de l'effondrement, ils ont vu comment leur coopération sous le capital est structurée par le résultat de leurs grèves et de leur agitation. Un «plan» de reprise de la production n'apparaît pas simplement comme une bonne idée, mais comme un acte nécessaire de survie, à la fois au point de vue matériel et pour obtenir l'hégémonie sociale. Nous ne nous attardons pas sur le fait que la transition doit se caractériser avant tout par la création de relations humaines émancipées – ce qui est vrai. Nous nous plaçons au moment où la lutte de classe au niveau mondial a mis en crise le contrôle du capital et de l'État et où dans certaines zones la classe ouvrière devra sauter dans l'inconnu sans avoir le privilège d'attendre que le reste de la classe franchisse ce pas avec elle. Nous ne présupposons pas que la classe ouvrière britannique sera la première à franchir ce pas, ni que la région en question sera limitée aux îles britanniques.

Les analyses qui suivent ne constituent ni une esquisse de «principes fondamentaux de la production et de la distribution communiste»²⁴ ni un essai sur les «relations entre l'État, le parti et les syndicats pendant la phase de dictature du prolétariat». Nous apprécions certains efforts antérieurs, comme ceux

²² <http://www.weareplanc.org/blog/a-syndicalism-of-everyday-life-a-conversation-on-the-social-strike/>

²³ Sur le refus du travail :

<https://libcom.org/library/refusal-work-workers-committee-porto-marghera-1970>

²⁴ *Fondements de la production et de la distribution communiste* : texte rédigé en 1930 par le groupe communiste de conseils hollandais Groepen van Internationale Communisten (GIC). On trouve une traduction française ici :

<https://bataillesocialiste.wordpress.com/2014/04/11/fondements-de-la-production-et-de-la-distribution-communiste-gic-1930/>

d'*Insurgent Notes*²⁵, pour discuter d'un «programme révolutionnaire initial», mais nous voudrions être plus concrets.

Nous n'avons pas d'idée claire sur ce qui pourrait provoquer une situation révolutionnaire et nous ne savons pas ce qui se passera quand les travailleurs descendront dans la rue. Mais nous savons comment la production et la reproduction sociale sont organisées aujourd'hui et nous connaissons la composition de classe des travailleurs qui y participent. Nous savons ce qui nous sépare, ce qui crée les bases de la professionnalisation et des hiérarchies de genre. Nous pouvons imaginer une sorte de colonne vertébrale minimale de la révolution, quelque chose que la classe ouvrière devrait accomplir dans un certain laps de temps pour abolir la domination de l'économie monétaire, de la gestion du profit et du contrôle étatique – et pour saper les divisions en son sein. On pourrait penser que tout cela est abstrait ou hypothétique, mais ces dernières années nous avons vu des gens risquer leur vie pour défendre une place ou prendre d'assaut un parlement – la volonté révolutionnaire ne manque pas, mais peut-être a-t-elle besoin d'une force sociale qui soit à la fois enracinée dans les industries de base et parmi les pauvres et dotée d'un plan concret («nous savons où sont les centrales électriques, les centres logistiques, les minoteries, les nœuds internet qui sont cruciaux si l'on veut changer les choses en profondeur»). Les soldats qui tirent sur une «foule rebelle dans la rue» seraient peut-être moins enclins à nous tuer s'ils savaient que nous défendons des travailleurs qui connaissent les méthodes de production et veulent faire fonctionner les centrales ou l'industrie alimentaire au bénéfice de tout le monde.

Quels sont donc les potentialités et les défis d'une insurrection sur le territoire du Royaume Uni ?

Sur la base des réflexions précédentes, nous présentons douze thèses élémentaires sur les caractéristiques, les exigences et les étapes initiales d'une révolution de la classe ouvrière :

1. *Défi régional.* Le soulèvement dépendra de manière cruciale de sa capacité à se maintenir au niveau régional. Même si nous parlons d'une révolution mondiale, le processus ne sera pas nécessairement synchrone ; il nous faudra affronter des situations insurrectionnelles localisées qui devront se reproduire elles-mêmes pendant un certain temps en étant partiellement et temporairement coupées du marché mondial.

2. *Émancipation et misère.* L'insurrection dépendra aussi de sa capacité à améliorer globalement les conditions de vie : une révolution communiste doit être capable d'améliorer rapidement les conditions de vie de la majorité, de garantir la reproduction matérielle de la population, tout en laissant du temps pour la réorganisation de la société et en détruisant les hiérarchies actuelles sans cesser de mener la bataille. Son attrait principal consistera dans les relations plus égalitaires et émancipatrices nées de la lutte, mais la misère matérielle saperait rapidement ces relations, quelle que soit la volonté des gens de supporter les effets de la pénurie.

3. *Reprise des industries de base, insurrection productive.* D'importantes fractions de la classe ouvrière doivent se préparer à une réponse organisée dans une situation de crise spontanée : cela dépendra largement de la convergence entre les travailleurs des industries de base et la violence organisée de la classe prolétarienne au sens plus large pour prendre possession, défendre et transformer les industries de base. Cette prise de possession ne se produira pas graduellement, mais sera conduite par une «minorité active/avant-garde» constituée de 30 à 40 % de la classe ouvrière formée dans les luttes précédentes. Cette prise de possession est le cœur productif et matériel de l'insurrection, l'action qui peut faire balancer le reste de la population, en particulier si des «mesures populistes» (redistribution des espaces de vie, mesures de santé, etc.) sont prises pour les pauvres et s'ils sont mis à contribution dans les travaux de rénovation. Les matériaux empiriques fournis plus haut montrent que le noyau de la production et de la circulation qui doit être pris en charge et défendu est relativement petit (non pas toutes les épiceries de quartier mais les principaux centres de distribution, non pas toute l'industrie manufacturière mais surtout les ateliers de mécanique pour la production de pièces détachées et les matériaux de construction, etc.).

4. *Formation d'unités domestiques plus étendues.* Le soulèvement et la reprise des industries de base doit marcher main dans la main avec la formation d'unités domestiques comprenant entre 200 et 250 personnes : des espaces communs (hôtels, écoles, immeubles de bureaux, etc.) qui deviendront les points centraux pour la distribution, le travail domestique et les décisions à prendre au niveau local. La

²⁵ Loren Goldner, «Le moment historique qui nous a produits», traduction française : <http://mondialisme.org/spip.php?article2547>. Reproduit dans *La Gauche identitaire contre la classe*, Editions NPNF, 2017.

formation rapide de ces unités domestiques est aussi importante que la reprise des industries de base – pour briser l’isolement du travail domestique et les hiérarchies de genre, mais aussi pour créer une dynamique opposée à celle de la centralisation des industries de base : la décentralisation d’un certain nombre de tâches sociales et de prises de décision. Les unités domestiques et leur expérience réorienteront la tendance à une «production pour la production» en faveur d’une situation où le fait de vivre ensemble et de créer les moyens de subsistance seront des processus moins séparés. 250 semble un nombre arbitraire, mais il est suffisamment petit pour rendre possible une certaine familiarité entre les gens qui organisent ensemble les tâches quotidiennes (garde d’enfants, cuisine, lessive, etc.) et suffisamment grand pour permettre une distribution efficace des biens produits. La proximité sera suffisante pour garantir un certain respect et engagement mutuel entre les membres de ces unités en cas de disputes.

5. *Prolétarisation du contrôle de la production agricole.* Une fraction importante de la classe ouvrière urbaine devra s’efforcer d’aller convaincre les propriétaires de petites fermes du secteur agricole de partager la charge et les difficultés de la culture du sol et de créer des liens directs, non marchands, entre la ville et la campagne. En même temps que les travailleurs urbains se déplacent dans les zones rurales pour soutenir les ouvriers agricoles saisonniers (dont beaucoup, de toute façon, effectuent des allers-retours entre la ville et la campagne), une partie des équipements agricoles peut être rapprochée des villes – sur ce point nous pouvons peut-être apprendre quelque chose de l’expérience cubaine (expériences significatives de jardinage urbain et conversion rapide d’une agriculture dépendant du pétrole à une agriculture moins liée aux énergies fossiles). Ces deux mouvements – de la ville vers la campagne et inversement – seront un premier pas significatif vers une dissolution de la division géographique du travail dans le capitalisme. Il faudra aussi impliquer les adeptes de la permaculture pour atténuer le caractère destructeur de l’agriculture industrielle.

6. *Participation des prolétaires marginalisés.* Les industries de base doivent être reprises en main à la fois du dedans et du dehors. Cela dépendra de la capacité des prolétaires des secteurs moins centraux à exiger (par la participation à la production et par l’organisation de sa défense armée) des travailleurs dans les industries de base qu’ils socialisent la production et mettent gratuitement en circulation les biens produits, plutôt que de traiter les entreprises et les produits comme leur appartenant. Seule une participation massive des fractions les plus pauvres ou les plus marginalisées du prolétariat rendra visible l’étendue des besoins sociaux. Leur expérience de la violence d’État et leur connaissance de l’improvisation urbaine (depuis l’auto-défense jusqu’aux réseaux économiques) devra être utilisée. Un programme «populiste» doit être lancé immédiatement en direction des fractions du prolétariat qui sont à la marge de la production de base – les «pauvres urbains» ou le prolétariat «en surplus». Cette fraction de la classe ouvrière n’a pas une importance aussi grande au Royaume Uni que dans d’autres pays. Pour enfoncer un coin entre ces prolétaires et la strate moyenne qui a le bras assez long pour les acheter, une action coordonnée d’appropriation des espaces de vie est nécessaire. En ce sens, la «construction» pourrait être essentielle, même pendant une insurrection : si les ouvriers du bâtiment et les «pauvres urbains» reprennent des immeubles de bureaux inutilisés, des hôtels vides, etc., et les convertissent ensemble en lieux de vie, cela pourrait créer un lien pour convaincre les gens de défendre le reste des industries de base.

7. *Participation des travailleurs des industries avancées.* Comme on l’a souligné plus haut, d’importantes parties des industries les plus avancées en termes de concentration, de connaissances et de machinerie ne sont pas essentielles en termes de survie matérielle. Outre le fait que ces industries peuvent être des centres de luttes collectives et voir émerger des organisations de travailleurs, le rôle des travailleurs de ces secteurs (automobile, construction de machines) est de rendre la technologie et les connaissances disponibles pour améliorer les industries de base et les unités domestiques. Ce ne sont ni les robots ni l’intelligence artificielle qui nous libéreront des corvées, mais la collaboration des travailleurs dans les industries de base et dans les industries avancées, ainsi que dans les unités domestiques, prouvera que l’on peut effectivement réduire de manière drastique le temps de travail nécessaire.

8. *Briser la collusion des travailleurs intellectuels.* Une appropriation rapide et coordonnée ne sera possible qu’avec le soutien d’une minorité significative des techniciens et des travailleurs intellectuels (ingénieurs, médecins, etc.) employés dans les centres de production. Les mesures prises collectivement par les trois segments principaux de la classe ouvrière (industries de base, secteurs avancés, marginaux) devront briser la collusion des travailleurs intellectuels (ingénieurs, certains segments du monde

scientifique) avec la direction capitaliste et l'appareil d'État et en amener une fraction notable à accepter les termes et les conditions communistes – c'est-à-dire l'effondrement de la division entre le travail intellectuel et le travail manuel. Pour briser cette collusion, la classe ouvrière en lutte devra impressionner par sa connaissance de l'organisation de la production, dans le cadre de relations humaines libérées et d'une responsabilité sociale envers l'environnement.

9. *Établissement d'un internet communiste et d'une base de données productives.* L'appropriation suppose un réseau de communication sociale et des processus élaborés de prise de décisions, facilités par une structure de communication en parallèle pour relier les unités domestiques, les industries de base, les lieux de travail et les «milices prolétariennes». Ce sera un aspect important de la «production» nécessaire pendant l'insurrection. Cette structure devra permettre la communication entre la production et la consommation et être assez robuste pour résister aux attaques. Elle sera reliée au réseau de la presse et de la télévision dont les infrastructures auront été prises en main. Il faudra aussi mettre en place une structure parallèle de communication directe par un réseau de messagers susceptible de prendre le relais en cas de rupture du système «virtuel» de communication.

10. *Diminuer l'influence de la classe moyenne.* Au Royaume Uni le bloc de la «classe moyenne» représente encore une force considérable – il y a 4 millions de petits entrepreneurs sans employés, dont la plupart peuvent être considérés comme des prolétaires déguisés ; il y a au moins 1,2 millions de «patrons» (si on suppose que chaque boîte a un seul patron) qui emploient entre 1 et 50 personnes, constituant la fraction exploiteuse de la classe moyenne ; 1,75 millions de personnes ont un revenu de propriétaire – une grande partie appartient sans doute aussi à la catégorie précédente ; 1,1 million de personnes gagnent bien leur vie en étant salariés dans la finance (bien que certains puissent être des opérateurs de saisie ou des agents de nettoyage). Il y a 120 000 avocats et notaires au Royaume Uni qui représentent une fraction professionnelle de la classe moyenne sans lien avec le processus social de production. Il y a environ 50 000 petits commerces, dont la majorité est tenue par un propriétaire individuel, ce qui forme une section inférieure de la classe moyenne. Ces individus ont un poids politique et un appareil répressif. Nous ne parlons pas du mystérieux 1 % mais plutôt d'un bloc de 15 % de gens qui n'ont pas seulement de l'argent mais aussi du prestige et de l'influence sociale à perdre. La meilleure manière de minimiser leur influence est de les couper de la production de base et de la circulation et de les forcer à réaliser que leur position sociale privilégiée était largement improductive – et qu'ils sont les bienvenus s'ils souhaitent participer productivement comme des égaux.

11. *Diviser les forces armées selon des lignes de classe.* Historiquement, aucune révolution n'a réussi sans une scission dans l'armée, la plupart du temps du fait d'une situation préalable de guerre ou de guerre civile. La possibilité qu'aura une révolution communiste de diviser l'armée selon des lignes de classe dépendra à la fois des conditions objectives (les soldats ne veulent pas mourir pour une guerre entre leurs maîtres) et de sa capacité subjective à attirer les soldats de la classe ouvrière : le mouvement organisé de la classe ouvrière peut nous libérer des relations hiérarchiques et sait comment nourrir, vêtir, soigner tout le monde. Cependant, une révolution doit aussi créer sa propre menace matérielle en affaiblissant l'appareil militaire par la non-coopération, c'est-à-dire le refus de fournir à l'armée les biens et les services de base, et par la défense armée des principales unités de production. Cela implique aussi la lutte contre le sabotage par la (petite) bourgeoisie et le sous-prolétariat (par exemple, au Chili, pendant la période d'agitation sociale de l'année 1973, les propriétaires de camions et de bus organisèrent une «grève» ou plutôt un boycott dans le but de créer le chaos économique).

12. *Dépasser l'isolement régional en utilisant les capacités productives qui ont été prises en main.* Nous n'avons pas d'illusions : aucun soulèvement dans une zone limitée ne pourra se reproduire matériellement et «militairement» pendant une période prolongée. Nous connaissons les pièges de la «politique étrangère bolchévique»²⁶ et du régionalisme anarchiste. Le défi pour toute classe ouvrière locale est de découvrir ses liens avec le reste du monde et d'engager des efforts supplémentaires pour utiliser de manière stratégique – afin de briser son isolement géographique – l'attrait de ses expériences et les moyens de production qu'elle s'est appropriés. Nous ne savons pas à quoi cet effort ressemblera, au-delà de l'envoi de personnes et de matériaux pour faire connaître au-dehors les expériences de lutte. Il faudra observer la situation mondiale et peut-être envoyer des milices prolétariennes ayant une connaissance de la production pour soutenir les soulèvements de travailleurs dans d'autres régions du monde – en utilisant les moyens logistiques que le capitalisme a développés à l'échelle mondiale. À quoi

²⁶ <https://www.marxists.org/archive/mattick-paul/1947/germany.htm>

ressembleront les centres de coordination et de débats qui permettront d'accomplir tout cela ? En termes de production sociale et de structures de prise de décision, un grand nombre de choses imprévisibles se produiront, les gens découvriront de nouveaux désirs et de nouvelles manières de s'organiser horizontalement, et ainsi de suite – mais nous pensons que durant la phase d'insurrection, outre les rues, les places et les barricades, les trois lieux suivants joueront un rôle fondamental, à la fois en termes de production et en termes de prises de décision :

- a. les *industries de base*, qui garantiront la production sociale et constitueront le premier lieu principal de prise de décision ;
- b. les *nouvelles unités domestiques*, qui socialiseront la reproduction et constitueront le second lieu principal de prise de décision ;
- c. les *industries non essentielles*, pour transférer les connaissances et l'équipement.

Le travail sera réparti en fonction des nécessités, de la capacité des unités de production dans les industries de base et des capacités individuelles, à peu près comme suit :

a. *Quatre heures dans les industries de base*. Cela implique un transfert massif de temps de travail et de main-d'œuvre vers les industries de base, de façon à réduire le temps de travail individuel tout en maintenant les niveaux de production. La participation de tous (les anciens chômeurs, y compris ceux qui accomplissaient un travail domestique non payé – mais aussi les anciens banquiers et autres «privilegiés») sera essentielle, pour socialiser les expériences et les prises de décision : les «conseils» dans les industries de base et les unités domestiques seront les principales «unités productives et politiques». Il faudra s'attaquer immédiatement aux hiérarchies internes à l'industrie, en particulier à la séparation du travail intellectuel et du travail manuel. Les besoins en main-d'œuvre devront être communiqués aux unités domestiques et aux autres lieux de travail – plus les demandes seront communiquées rapidement et de façon transparente, plus il sera facile de fournir la main-d'œuvre. Les chaînes d'approvisionnement devront être restructurées en fonction de l'extension (mondiale) du soulèvement.

b. *Trois heures dans les unités domestiques*. Le contre-point au travail dans les industries de base sera la participation aux unités domestiques : mise sur pied de cuisines collectives, espaces de soins, «intranet communiste» et communication des besoins sociaux aux centres de décision des industries de base. La double participation aux industries de base (souvent centralisées) et aux unités domestiques (décentralisées) sera d'une importance fondamentale pour saper les divisions sociales et les hiérarchies (de genre, par exemple). La double participation et la communication nous permettront de décider quels éléments de la production sociale peuvent être décentralisés au sein des unités domestiques (combinées) et lesquels seront mieux organisés dans un cadre industriel plus centralisé.

c. *Deux heures dans les industries non essentielles*. Il sera important de conserver le contrôle des industries «non essentielles» et de garder le contact avec ses anciens collègues. On pourra discuter les développements en cours et procéder à des bilans : quelles connaissances et quels moyens de production sont disponibles ? à quoi étaient-ils utilisés jusqu'à présent ? à quoi pourrait-on les utiliser ? qui étaient les fournisseurs et à qui les biens étaient-ils distribués ? Ces informations devront être ajoutées à la base de données générale sur la production. Les industries les plus développées (armement, automobile) auront la responsabilité d'un transfert de connaissance et de technologies.

Nous ne spéculerons pas sur la possibilité d'assemblées supplémentaires au niveau des quartiers ou des régions, etc. Nous pensons que les décisions principales devront être prises non par des «citoyens» ou par les «membres d'une assemblée» mais par les participants à un nouveau processus de (re)production sociale. Les débats et les décisions sur des questions qui dépassent la portée des industries de base et des unités domestiques (situation mondiale, mouvements de l'ennemi de classe, questions relatives aux grandes infrastructures, etc.) devront naître des nouvelles relations créées par la coopération quotidienne – et non dans une sphère de représentation séparée.

En quoi la situation au Royaume Uni diffère-t-elle de la situation mondiale et comment ces deux situations interfèrent-elles ?

Il faudrait rassembler des données empiriques du même ordre pour d'autres régions du monde, mais il est assez évident que dans la zone du Royaume Uni et de l'Europe occidentale, une insurrection ne rencontrerait pas de problèmes aussi sévères que dans bien d'autres régions du monde – en particulier : un important arrière-pays rural dont les liens avec les centres industriels ou urbains sont fragiles ; un

niveau de pauvreté plus désespéré à une échelle massive, ce qui laissera moins de temps entre l'appropriation des ressources et la reprise des moyens de production ; des seigneurs de guerre ou des structures mafieuses plus intégrées à la vie et à la reproduction du prolétariat ; un nombre important de paysans moyens ou de petits commerçants qui sont moins susceptibles de s'identifier à une révolution de la classe ouvrière ; le manque de ressources énergétiques fondamentales – pour ne mentionner que les principales difficultés. D'un autre côté, il est pratiquement certain qu'une insurrection ne se produirait au Royaume Uni que si le monde entier était en effervescence – en ce sens, le lien fondamental entre une révolution régionale et une révolution mondiale est évident.

Pour le moment, nous pouvons seulement considérer quelques aspects généraux :

- Des luttes se produisent dans le monde entier dans des situations industrielles et sociales de plus en plus semblables – de sorte que le caractère mondial de la classe ouvrière se manifeste principalement par l'échange d'expériences et d'inspirations, en particulier par le biais des migrations de travail : les travailleurs migrants au Royaume Uni sont en lien avec leurs régions d'origine et seront capables de communiquer leurs expériences, en particulier dans les grandes villes. Nous avons vu l'influence du «printemps arabe» sur les travailleurs migrants dans le secteur de la logistique en Italie ou l'impact qu'ont eu les luttes en Amérique du Sud sur la confiance en soi des travailleurs hispaniques aux États-Unis. Ce ne sont que quelques aperçus de la façon dont les membres de la classe pourront communiquer et apprendre de leurs luttes au niveau mondial.

- D'un point de vue régional, il est évident que l'isolement engendrerait rapidement la pénurie de certains biens, en particulier des denrées alimentaires, mais sans doute aussi de certaines matières premières nécessaires à l'industrie électronique, etc. Les travailleurs des industries de base devront restructurer «politiquement» leurs chaînes d'approvisionnement, en analysant les luttes mondiales et l'émergence d'organisations ouvrières qui pourraient aider à rétablir les approvisionnements interrompus. Là encore, les travailleurs migrants joueront un rôle important en ce qui concerne l'évaluation de la situation et l'établissement de liens directs.

- Le dernier point ne concerne pas un problème à sens unique : le Royaume Uni et de larges portions de l'Europe occidentale sont considérés comme «désindustrialisés», mais, en tant que centres capitalistes, ils possèdent toujours d'importantes capacités manufacturières par rapport à de nombreuses régions du monde. Le transfert des capacités de production sera partie prenante de l'extension du soulèvement : soutien des luttes et organisations prolétariennes dans d'autres régions par le transfert des moyens de production en surplus – sur la base du soutien des travailleurs des transports à l'échelle mondiale. Si l'aspect «économique» de ce transfert semble être une question de bon sens (atténuation des disparités régionales, «nous avons besoin de riz, ils ont besoin de pièces de rechange pour les pompes à eau», etc.), l'aspect «politique» est aussi important et risque d'être plus controversé : des efforts de production seront temporairement nécessaires, au-delà de la satisfaction des besoins locaux immédiats, pour soutenir les soulèvements qui se produisent ailleurs. Le transfert des moyens de production (ou plutôt des moyens de les créer) sera l'une des principales armes pour briser les bastions des forces réactionnaires dans les zones moins développées.

7. L'organisation révolutionnaire

Nous suggérons pour finir que cette perspective sur la révolution de demain n'est pas sans incidence sur notre activité d'aujourd'hui, dans la mesure où elle implique dès maintenant certains efforts d'organisation.

Nous comprenons tous ceux qui nous diront : «Mais en quoi cette insurrection imaginaire a-t-elle le moindre rapport avec la situation actuelle ? Est-ce que vous allez sortir dans les rues et arrêter des gens au hasard pour leur dire où se trouve la plus proche centrale électrique stratégique ?!» Nous reconnaissons qu'à ce stade ce texte peut surtout contribuer (dans le meilleur des cas !) à une discussion dans le milieu radical sur ce à quoi pourrait ressembler une situation révolutionnaire aujourd'hui, ou plutôt sur le cadre matériel général pour une transformation sociale. Nous pensons aussi que les propositions fondamentales esquissées dans ce texte ont des conséquences sur nos objectifs politiques actuels : considérons-nous le «travail» ou les «travailleurs» comme une catégorie identitaire qui s'ajoute aux autres ? la participation à la politique parlementaire peut-elle être une étape vers une transformation sociale ou bien ne fait-elle que distraire les prolétaires des véritables défis auxquels ils sont confrontés ?

des organisations ouvrières à caractère politique peuvent-elles jouer un rôle, maintenant et dans le processus révolutionnaire, et si oui en quoi consiste-t-il ? Nous pensons qu'il y a une certaine continuité dans le rôle des organisations ouvrières, depuis l'ici et maintenant jusqu'à une possible situation d'insurrection – ce qui ne veut pas dire que l'insurrection ou son succès dépendra nécessairement de ces efforts d'organisation. C'est nous qui posons la question de savoir comment nous pouvons contribuer à ce processus – et la question reste ouverte à la discussion et à la collaboration.

Dans la situation actuelle

- *Clarification historique* : une réflexion historique sur les précédentes insurrections, et en particulier sur les relations entre les travailleurs révolutionnaires et l'Etat, est sans doute plus importante que les exercices empiriques comme celui que nous avons proposé ci-dessus. Il faudrait examiner dans cette perspective la grève générale à Seattle en 1919²⁷, la guerre d'Espagne en 1936²⁸, Oaxaca en 2006²⁹, le Rojava en 2016.

- *Compréhension de la composition de classe* : plutôt que d'affirmations paresseuses («tout sera automatisé», ou «nous sommes tous des précaires»), nous avons besoin d'analyses plus précises de certains processus internes à la production – ceux que l'on désigne par les expressions idéologiques : «automatisation complète», «travail immatériel» ou «*general intellect*». Cela implique une analyse de la division actuelle du travail et de la hiérarchie entre le travail intellectuel et le travail manuel dans les industries de base («Que sait le travailleur de base ?») ainsi que l'étude des formes prises aujourd'hui par les chaînes mondiales d'approvisionnement, l'industrie agro-alimentaire, etc. du point de vue d'un contrôle possible par la classe ouvrière.

- *Implantation parmi les travailleurs des industries de base, dans le domaine de l'ingénierie et parmi les «pauvres»*. Nous parlons de priorités politiques, pas d'exclusivité ! Au sein des conflits quotidiens nous devrions nous intéresser de nouveau à des formes de «transfert de connaissance» en nous inspirant par exemple des matériaux utilisés par les vieux IWW pour expliquer les processus d'ingénierie d'une industrie donnée à ses travailleurs de base.

- *Pour en revenir au problème du développement inégal* : nous devons essayer de comprendre et de relier les uns aux autres différentes étapes et différents segments de la composition de classe. Par exemple, aux États-Unis à la fin des années 60 et au début des années 70, les militants de la Ligue des ouvriers noirs révolutionnaires réussirent à s'implanter à la fois dans les quartiers pauvres (sur les thèmes de la violence contre la police, des politiques racistes dans les écoles, de l'hygiène sexuelle), parmi les étudiants, dans les principales usines automobiles, dans les «communautés» (hôpitaux, logement) – et s'efforcèrent d'établir des liens avec les expériences des migrants du «tiers-monde» (les «Arabes de Détroit»). Étant donné la situation sociale générale ils furent capables de créer non seulement des «alliances» entre ces différents segments mais aussi des formes d'organisation qui englobaient la totalité de la vie prolétarienne.

- *Création de réseaux de travailleurs ayant une expérience des luttes* : tout en soutenant activement les grèves et les luttes, nous devons aussi nous efforcer de repérer les travailleurs qui ont développé le désir et la capacité de s'engager dans une activité politique allant au-delà des conflits particuliers – non pas pour les recruter mais pour développer un réseau de camarades à la base. Lors des luttes quotidiennes, nous pourrions déjà expérimenter avec eux d'une façon plus concrète nos idées sur la nécessité d'une appropriation sociale des moyens de production. Cela suppose aussi un langage nouveau et plus concret.

- *Rester informé des autres types d'efforts «coopératifs» ou «autonomes»* (depuis le «contrôle ouvrier» jusqu'aux «jardins urbains», «villes transitionnelles», «médecine alternative», «critique de la science») et les encourager à participer à la lutte de classe sur une base plus large. Développer les échanges d'expériences entre les tentatives d'autogestion ouvrière et les grèves³⁰, entre les coopératives de soins et les luttes contre les fermetures d'hôpitaux, etc.

²⁷ <https://libcom.org/history/1919-the-seattle-general-strike>

²⁸ Cf. Michael Seidman, *Ouvriers contre le travail, Barcelone et Paris pendant les fronts populaires*, éditions Senonevero, 2010.

²⁹ <https://libcom.org/history/looking-back-oaxaca-rebellion>

³⁰ <http://www.workerscontrol.net>

• *Documenter nos tentatives et nos expériences pour les autres.* Nous encourageons les groupes locaux qui ont des affinités avec la perspective d'une insurrection et s'efforcent en même temps de s'implanter dans le quartier ouvrier où ils militent (que ce soit sur leur lieu de travail, à l'université ou autour de questions relatives à la condition prolétarienne) à débattre de leur point de vue et de leurs expériences, sans être sur la défensive concernant leur propre organisation. Sur la base de ces échanges et de ces discussions, nous pourrions nous engager dans la voie d'une meilleure coordination de nos efforts.

Dans une situation révolutionnaire

• Développer au sein d'un réseau de travailleurs – formé à travers plusieurs cycles de luttes et une réflexion commune – un programme clair pour le moment crucial du soulèvement : où sont les installations principales (équipements) ? comment coordonner un processus d'appropriation «populiste» ? comment toucher la fraction de l'armée qui appartient à la classe ouvrière ? Ces questions doivent être examinées de manière réaliste, en cherchant à convaincre sur la base d'une connaissance de l'organisation industrielle et de contacts concrets, plutôt qu'avec des proclamations politiques enthousiastes.

• Une organisation de travailleurs devra aussi jouer son rôle quand il s'agira de défendre une «perspective de classe» contre la tendance au «contrôle ouvrier» après la reprise des entreprises particulières. La main-d'œuvre des grandes industries pourrait être tentée d'utiliser sa position pour défendre ses privilèges ; les milices de travailleurs pourraient utiliser leur force collective contre un intérêt de classe plus large. Une organisation de travailleurs doit se préparer à saper l'influence d'un possible régionalisme (de la part des régions naturellement plus riches, avec un sol plus fertile, etc.).

• Sur la base d'échanges prolongés et d'une perspective politique plus large, une organisation de travailleurs devrait encourager le transfert de moyens de production et de connaissances pour soutenir les luttes ouvrières «à l'étranger» ; encourager si nécessaire à fournir un travail supplémentaire au-delà des besoins strictement locaux ; défendre cette position contre les tendances «locales» dans la classe ouvrière. Cette perspective internationaliste ne sera pas imposée par l'intermédiaire d'un programme politique ou d'une force armée (État ouvrier) mais sur la base d'une large implantation parmi les travailleurs des chaînes mondiales d'approvisionnement et l'encouragement des échanges directs – pour mettre en évidence l'interdépendance mondiale.

Suite à des discussions plus longues avec des collègues de travail et des voisins autour des questions «comment caractériser le système actuel ?» et «une société différente est-elle possible ?» nous avons le projet d'écrire une série d'articles dans notre journal *WorkersWildWest*³¹ en utilisant certains des matériaux et des idées présentés ici. Ce sera un défi de présenter les choses de manière brève et précise, et nous sommes curieux de voir si de tels articles auront un effet sur nos interactions quotidiennes.

Vos remarques sont les bienvenues !

Angry Workers, septembre 2016.

(Traduit de l'anglais par Camille Estienne.)

³¹ <http://www.workerswildwest.wordpress.com>.